

28 MAI 1942

621

198

E 2001 (D) 2/232

*Notice de l'Attaché de Légation à la Division des Affaires étrangères  
du Département politique, P. Aubaret*

ENTRETIEN DE M. KOHLI AVEC MM. CAFLISCH, BARTH ET PAYOT  
CONCERNANT LA PROTECTION DES INTÉRÊTS  
DES CRÉANCIERS FINANCIERS  
LORS DES PROCHAINES NÉGOCIATIONS AVEC L'ITALIE.  
LE 28 MAI 1942 À 11 H 15.

*M. Payot* remet à *M. Kohli* la lettre que les six principaux trusts suisses ont adressée à *M. le Conseiller fédéral Pilet-Golaz* en date du 20 mai<sup>1</sup> pour lui exposer les desiderata des créanciers financiers et particulièrement ceux des holdings suisses à l'occasion des prochaines négociations avec l'Italie. Il résume brièvement le contenu de cette adresse (voir copie en annexe) et prie *M. Kohli* de la soumettre à la bienveillante attention du Chef du Département politique.

*M. Kohli* remercie et déclare qu'il ne manquera pas de faire tenir cet exposé au Chef du Département.

*M. Payot* souligne le rôle des grands trusts si favorable à l'industrie suisse par les nombreux débouchés qu'ils lui ont ouverts à l'étranger au cours de ces 40 dernières années. Aussi serait-il équitable d'assurer une protection suffisante de ces créanciers financiers qui représentent non seulement de gros intérêts suisses mais aussi ceux de nombreux petits épargnants qui leur ont confié leurs économies en devenant actionnaires. L'occasion paraît particulièrement opportune de tenir compte de ces intérêts – mieux encore que par le passé – lors des prochaines négociations italo-suisse, car il serait fort désirable que les créanciers financiers n'aient pas à supporter seuls ou presque les conséquences de la situation actuelle, et que tous les créanciers suisses bénéficient d'un même traitement. Ceci spécialement si une réduction de la quote-part venait à être envisagée.

Le système de clearing en vigueur jusqu'ici est considéré comme bon par les créanciers financiers qui sont d'avis d'en rester si possible à ce genre de clearing «total». Ils préféreraient même un clearing encore plus «total», permettant un meilleur contrôle des transferts et évitant – pour plus de clarté – trop d'exceptions et de comptes spéciaux. Les trusts agissent, en l'occurrence, en accord complet avec les représentants des créanciers financiers qui ont déjà pris connaissance de l'adresse à *M. le Conseiller fédéral Pilet-Golaz*.

Passant à différents points de détail, *M. Payot* expose que les créanciers financiers et les trusts sont absolument d'accord de faire le nécessaire pour parer à des abus tels que celui du transfert de capitaux sous le couvert de transferts de revenus.

---

1. Cf. annexe au présent document.

En résumé, l'essentiel est de préparer le terrain à temps avant l'échéance du 30 juin<sup>2</sup>.

*M. Kohli* répète que l'exposé sera soumis à M. le Conseiller fédéral Pilet-Golaz. Il rappelle que si nous sommes volontiers prêts à veiller autant que possible à la protection des intérêts des holdings suisses, nous sommes en revanche opposés à laisser les holdings étrangères, agissant sous couvert suisse, bénéficier des mêmes avantages. Ce serait en effet au détriment des véritables intérêts suisses et de l'efficacité de notre action vis-à-vis de l'étranger.

*M. Payot* précise que les six trusts signataires représentent bien des intérêts suisses, – ce qui ne fait d'ailleurs l'objet d'aucune controverse. Il donne à ce propos quelques exemples sur leur formation progressive et sur le rôle qu'ils ont eu au bénéfice de l'industrie suisse qui trouve des débouchés considérables dans leurs entreprises à l'étranger.

*M. Kohli*: Il serait bon de pouvoir établir une liste, même approximative, indiquant l'importance de cette activité des trusts pour l'industrie suisse.

*MM. Barth et Payot* exposent combien c'est difficile. Les trusts tentent de le faire, mais cela demande d'innombrables recherches dans le passé et la nécessité de contrôler l'origine d'une foule de commandes passées à des industries étrangères collaborant avec des industries suisses ou vice-versa.

*M. Kohli* comprend ces difficultés. Revenant à l'Italie, il constate que jusqu'ici les revenus des créances financières ont pu être transférés au 100%, – ce que ses interlocuteurs se plaisent à admettre, tout en indiquant quelles sont leurs craintes pour l'avenir.

*M. Kohli* répond qu'il n'y a pas de raison de vouloir tout voir en noir. L'augmentation des prix et l'intensification du trafic commercial avec l'Italie – à condition évidemment que celle-ci puisse livrer ce qu'elle promet – doivent permettre de répondre aux besoins des créanciers financiers avec des disponibilités suffisantes au clearing. Il faudra évidemment compter avec des restrictions, – et c'est bien ce que les Italiens ont voulu laisser entendre en parlant d'un «plafond» de 3% lors des négociations de décembre et janvier derniers<sup>3</sup>. Le précédent de l'Allemagne, mal interprété d'ailleurs par les Italiens, leur sert d'argument comme il était à craindre. Nous leur avons d'ailleurs clairement répondu que nous étions prêts à effectuer nous-mêmes en Suisse les contrôles voulus pour éviter des abus tels que celui des transferts de capitaux camouflés en revenus et que nous ne saurions consentir à un règlement de cette question par le traité. Pour cela, l'appui des trusts nous sera nécessaire, dans leur intérêt même. Peut-être en outre parviendra-t-on à exclure du clearing des ayants-droit actuels qui ne sont pas ressortissants suisses ou italiens.

*M. Caflisch* admet qu'il est juste de différencier le traitement applicable aux holdings suisses de celui applicable aux holdings étrangers.

Il est difficile d'établir une liste des commandes passées à l'industrie suisse, car toutes n'ont pas passé par les trusts, beaucoup ayant été données aux industries suisses directement par les entreprises travaillant à l'étranger.

2. A partir de cette date cesseront d'être en vigueur les accords conclus entre la Suisse et l'Italie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1935, et notamment l'accord de clearing (cf. N° 182).

3. Cf. N° 148 et annexe.

*M. Kohli*: Nous ne désirons pas une statistique impeccable, mais des indications suffisantes pour servir de bonne base à notre point de vue.

*M. Barth* indique que c'est bien ainsi que l'a compris sa société par ex.

*M. Kohli* suggère qu'on demande aussi des renseignements à l'industrie suisse elle-même, p. ex. à Brown-Boveri, Escher-Wyss, Sulzer, ou encore à des entreprises comme Landis & Gyr, ou même aux ingénieurs suisses.

*M. Caflisch*: La lettre à M. Pilet-Golaz ne fait que des suggestions d'ordre général, sans entrer dans des détails précis sur tel ou tel point.

A propos du «plafond», M. Caflisch estime que l'allusion faite par les Italiens lors des dernières négociations doit être considérée comme une simple manœuvre. Il n'en faudra pas moins veiller du côté suisse à empêcher les abus de se produire, qu'il s'agisse de tentatives de sociétés ou de créanciers particuliers.

Vouloir exclure du clearing les ayants-droit de nationalité étrangère serait, en revanche, de peu d'effet pratique (à peine 1 % probablement): seuls des étrangers domiciliés en Suisse seraient visés par une telle mesure, c.à.d. une forte petite proportion d'ayants-droit puisque les sociétés représentant une majorité d'intérêts étrangers ne sont – déjà aujourd'hui – pas admises au clearing.

*M. Payot*, après avoir demandé l'avis de M. Kohli, indique qu'il communiquera copie de la lettre à MM. Hotz, Homberger, Schnorf.

Revenant à la question de la quote-part, M. Payot demande qu'on cherche à obtenir des Italiens que les revenus qui pourraient éventuellement ne pas être transférés par le clearing soient considérés comme «lires de réinvestissement», c.à.d. comme «lire vecchia» utilisables pour constituer des «lire miste»<sup>4</sup>.

*M. Kohli* fait allusion aux négociations amorcées quant à l'emploi des «lire vecchia», en relevant qu'elles sont loin d'avoir abouti.

En ce qui concerne le traitement applicable aux différentes catégories de créanciers suisses, il est évident qu'en principe tous doivent être traités également. Mais il ne faut pas oublier que... sans exportations nous n'aurions pas non plus d'importations permettant de payer les créanciers financiers. Il est donc indispensable de faire en sorte que les exportations soient maintenues.

*M. Payot*: Si nos actionnaires ne reçoivent plus de revenus suffisants, ils ne pourront plus acheter d'oranges italiennes!

Il est nécessaire de faire admettre d'une manière générale le bien-fondé des prétentions des créanciers financiers trop souvent considérés avec une certaine hostilité et traités en... «parents pauvres»!

*M. Kohli* relève l'amélioration déjà obtenue dans ce domaine et la compréhension dont font déjà preuve les autres intéressés et les autres autorités.

Pour terminer, il est convenu que les trusts fourniront encore pour la France<sup>5</sup>, comme ils ont entrepris de le faire pour l'Italie, des précisions sur l'importance de leur rôle pour l'économie suisse et sur leurs desiderata.

4. *A ce sujet, cf. l'Accord entre la Confédération suisse et le Royaume d'Italie concernant l'application de l'Accord du 3 décembre 1935 aux paiements afférents aux créances financières, conclu à Rome le 22 juin 1940, en particulier les art. 5 à 7, RO, 1940, II, pp. 1047-1053. Cf. aussi DDS, vol. 13, N° 322.*

5. *Cf. N° 215.*

Enfin, M. Kohli donne quelques indications sur l'état actuel des pourparlers avec l'Italie.

ANNEXE

E 2001 (D) 2/232

*Adresse au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz*<sup>6</sup>

Baden/Basel/Genf/Zürich, 20. Mai 1942

Die Motor-Columbus Aktiengesellschaft für elektrische Unternehmungen in Baden,  
die Bank für elektrische Unternehmungen in Zürich,  
die Société Financière Italo-Suisse in Genf,  
die Schweizerische Gesellschaft für elektrische Industrie, in Basel,  
die Société Générale pour l'Industrie électrique in Genf  
und  
die Schweizerische Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft in Basel,  
deren arbeitendes Kapital 1942 insgesamt 375,2 Millionen Franken (Aktienkapital und Reserven 295,4 Millionen Franken, Obligationen 79,8 Millionen Franken) beträgt, erlauben sich dem Eidgenössischen Politischen Departement, veranlasst durch die Kündigung des bestehenden italienisch-schweizerischen Wirtschaftsabkommens durch Italien und im Hinblick auf die in nächster Zeit aufzunehmenden Verhandlungen mit diesem Staate, folgende Eingabe zu unterbreiten<sup>7</sup>.

6. *L'adresse est signée par F. Funk et (deuxième signature illisible) pour Motor-Columbus; par E. Barth et A. von Schulthess Rechberg pour Elektrobank; par A. Caflisch et R. de Haller pour la Société financière italo-suisse; par E. Payot et J. Mohler pour la Société Suisse d'Industrie électrique; par L. Vaucher et R. Hentsch pour la Société générale pour l'Industrie électrique; et par P. Perrochet et W. Krasting pour la Société Suisse d'Electricité et de Traction.*

7. *Le 9 juin suivant, d'autres sociétés suisses effectuent une démarche analogue auprès de M. Pilet-Golaz. Cf. à ce propos la notice de R. Kohli, datée du 16 juin: Les sociétés suivantes:*

Holding Nestlé et Anglo-Suisse S.A., Vevey;  
     Suchard Holding S.A., Lausanne;  
     C.F. Bally S.A., Lausanne;  
     S.A. pour l'Industrie de l'Aluminium, Lausanne;  
     S.A. Glaro (Wander), Glaris,

dont les capitaux sociaux représentent au total Fr. 259 000 000, se sont associées aux démarches entreprises par les holdings du secteur industriel en présentant l'exposé ci-joint.

Elles reprennent les arguments invoqués par les holdings, en insistant sur le caractère permanent de leurs participations à l'étranger et sur la nécessité de maintenir pendant la période exceptionnelle actuelle la position économique acquise à l'étranger, grâce à laquelle le déficit de la balance commerciale suisse trouve habituellement une compensation.

En ce qui concerne particulièrement les relations avec l'Italie, elles relèvent les concessions faites jusqu'ici par les créanciers financiers (diminution de la quote-part aux versements au clearing qui passa en 1940 de 20% à 15%). Elles demandent qu'au cours des négociations italo-suisse le taux soit fixé suffisamment haut pour permettre le rapatriement intégral des revenus des créanciers financiers. Elles ajoutent que si des sacrifices venaient à être consentis, il devrait être entendu qu'ils ne préjugeraient en rien des droits acquis et seraient supportés proportionnellement par les différentes catégories de créanciers en Suisse. Enfin, elles sont d'avis qu'il n'est ni logique ni équitable de traiter les revenus des participations permanentes sur le même pied que ceux des créances financières ordinaires, les premiers relevant du domaine commercial et industriel alors que les seconds proviennent du simple placement de fonds à l'étranger.

*P.S.* Ces sociétés s'offrent à exposer, au cours d'un entretien, leur point de vue au Chef du

Die genannten sechs Institute gestatten sich, zunächst auf die folgenden Auswirkungen ihrer Tätigkeit, insbesondere auf die schweizerische Volkswirtschaft hinzuweisen:

1. *Die Holdinggesellschaften als Arbeitszubringer für die schweizerische Exportindustrie.*

Seit Jahrzehnten – die Gründung der genannten Gesellschaften erfolgte in den neunziger Jahren – haben diese Institute durch ihre Pionierarbeit im Ausland, durch welche bedeutende Kraftwerksunternehmen gegründet und gebaut wurden, der schweizerischen Industrie namhafte Aufträge zugeführt. Der Betrag dieser Aufträge, obwohl nur schwer ziffernmässig ermittelbar, geht in die Hunderte von Millionen, was die Lieferanten von Maschinen, Kabeln, Apparaten und anderen Erzeugnissen schweizerischer Qualitätsarbeit bestätigen können. Wenn auch seit Ausbruch des neuen Weltkrieges diese Befruchtung der schweizerischen Industrie nicht mehr in der früheren Weise möglich war, so ist doch darauf hinzuweisen, dass diese Gesellschaften noch jetzt Pionierarbeit für die Bekanntmachung und die Einführung schweizerischer Fabrikate im Ausland leisten. Sie schaffen dabei wertvolle Stützpunkte für das wirtschaftliche Durchhalten im Krieg. Nach Kriegsende dürfte die Rolle der betreffenden Institute als Finanzierungsgesellschaften wieder aufleben und sie werden wiederum für die schweizerische Industrie nützliche Arbeit leisten können.

Nicht unerwähnt soll auch bleiben, dass durch die Tätigkeit dieser Gesellschaften manchem Schweizer Ingenieur und Kaufmann einträgliche Stellen im Ausland haben verschafft werden können. Diese Schweizer haben jeweils auch ihrerseits für die schweizerische Industrie und den schweizerischen Handel als unentgeltliche Acquisiteure gewirkt und dürften auch in der Zukunft in diesem Sinne tätig sein.

Zudem haben sich schon mehrfach die freundschaftlichen Beziehungen, welche die leitenden Persönlichkeiten der im Ausland tätigen Holdinggesellschaften mit führenden Vertretern der Wirtschaft pflegen, nicht nur in wirtschaftlicher, sondern auch in politischer Richtung als wertvoll erwiesen.

2. *Die Holdinggesellschaften als Faktor der Zahlungsbilanz und des Nationaleinkommens, und als Steuerzahler.*

Die aus den Auslandsbeteiligungen dieser sechs Holdinggesellschaften eingegangenen Erträge bildeten in Vorkriegszeiten einen sehr erwünschten Beitrag zur Aktivierung der schweizerischen Zahlungsbilanz. So betrug im Jahre 1929 die aus dem Ausland eingegangenen Erträge insgesamt Fr. 32 720 000.

Im gleichen Jahre beliefen sich die den Aktionären und Obligationären der betreffenden Holdinggesellschaften ausgezahlten Dividenden und Zinsen auf Fr. 33 160 000. Diese Summen verteilten sich auf eine bedeutende Anzahl von grossen und kleinen Titelinhabern aus allen Volksschichten, wobei ganz besonders darauf hinzuweisen ist, dass ein grosser Teil der heutigen Aktionäre der sechs Institute früher Zeichner von Obligationen – meistens zu den kleinen Sparen gehörend – waren.

Infolge der stets wachsenden Transferschwierigkeiten und der ungenügenden Berücksichtigung der Finanzgläubiger beim Abschluss gewisser Clearingverträge gingen die Einnahmen der Holdinggesellschaften aus ihren ausländischen Beteiligungen in den letzten Jahren stark zurück. So war für die unterzeichneten Institute die Entwicklung der aus dem Ausland bezogenen Erträge seit 1938 folgende:

1938	Fr. 23 370 000
1939	Fr. 22 010 000
1940	Fr. 20 301 000
1941	Fr. 17 832 000.

Dabei ist aber zu berücksichtigen, dass es sich im Vergleich mit dem weiter oben erwähnten Ertrag aus Auslandseinnahmen von Fr. 32 720 000 des Jahres 1929 dazu noch um abgewertete Schwei-

---

Département; les questions traitées sont suivies de près, d'entente avec la Division du Commerce, et il a paru suffisant d'inviter les intéressés à prendre directement contact avec le Service du Contentieux (E 2001 (D) 2/232).



zerfranken handelt<sup>8</sup>. Diese Zahlen bedürfen keines Kommentars; sie weisen eindeutig auf die Rückwirkungen hin, welche die für die Finanzforderungen geltenden Transferbestimmungen bei unseren Gesellschaften hatten.

Wenn etwa die zum Teil noch glücklicherweise von verschiedenen der obgenannten Gesellschaften bezahlten Dividenden von gewisser Seite als hoch bezeichnet werden, so ist darauf hinzuweisen, dass deren derzeitiges Aktienkapital das Resultat von mannigfachen finanziellen Reorganisationen ist, so dass die effektive Rendite im Durchschnitt unter 3% liegt. (Zum Beispiel Elektrobank: insgesamt eingeschossenes Kapital nach Abzug der erfolgten Rückzahlungen bzw. Rückkäufe rund Fr. 202 200 000; gegenwärtiges Aktienkapital Fr. 70 000 000; effektive Rendite 1,4% bei der letztjährigen Dividende von 4%. Ähnlich liegen die Verhältnisse bei den übrigen Gesellschaften.)

Zu erwähnen ist dabei noch die steuerliche Belastung der Holdinggesellschaften, wie sie sich aus der als Anlage beigefügten Aufstellung ergibt. Es geht daraus hervor, dass die Erträge dieser Institute einer derartigen mehrmaligen Besteuerung unterworfen werden, dass dem schweizerischen Aktionär zum Schluss nur noch ein Bruchteil von den effektiven Erträgen der ausländischen Beteiligungen übrig bleibt.

Berücksichtigt man die schweren Einbussen, welche die schweizerischen Finanzgläubiger infolge der Clearingverträge erlitten haben und die bedeutenden fiskalischen Abgaben, welche die Finanzgesellschaften belasten, so darf wohl erwartet werden, dass die Interessen der Finanzgläubiger in Zukunft eine stärkere Beachtung erfahren, als bisher. Die unterzeichneten Finanzgesellschaften haben deshalb mit grosser Genugtuung von Ihren Ausführungen bei Gelegenheit des letzten Bankiertages in Lugano<sup>9</sup> Kenntnis genommen, worin Sie, Hochgeehrter Herr Bundesrat, Ihren Entschluss bekanntgaben, die Aufgabe zu übernehmen, die Interessen der schweizerischen Finanzgläubiger in nachdrücklicher Weise zu vertreten. Sie beehren sich infolgedessen Ihnen ihre Begehren zu unterbreiten, in vollem Vertrauen, dass diesen nunmehr in gleicher Weise wie denjenigen aller anderen Interessenten an den Clearings Rechnung getragen werde.

Im Hinblick auf die in nächster Zeit aufzunehmenden Verhandlungen mit Italien erlauben wir uns, daran zu erinnern, dass im Jahre 1940 anlässlich des Abschlusses des gegenwärtigen Transferabkommens man schweizerischerseits trotz der Opposition der Finanzgläubiger in Betracht gezogen hatte, die dieser Gläubigerkategorie zugesprochene Quote von 20% der Einzahlungen bei der Schweizerischen Nationalbank bis auf 12% zu reduzieren. Im Laufe der Verhandlungen wurde aber speziell von italienischer Seite für die Begehren der schweizerischen Finanzgläubiger ein gewisses Verständnis gezeigt, so dass man sich zuletzt auf einen Satz von 15% einigte. Die Reduktion auf 15% wurde schliesslich damit zu rechtfertigen gesucht, dass der sich auf Grund des damaligen Clearingvolumens ergebende Betrag zur Aufrechterhaltung der 100%igen Transferierung der Erträge der Finanzforderungen ausreichen dürfte. Die Vertreter der Finanzgläubiger hatten vergebens auf den Umstand aufmerksam gemacht, dass die in den ersten Monaten des Jahres 1940 ausserordentlich hohe schweizerische Einfuhr aus Italien nicht als Basis genommen werden dürfe und dass infolgedessen eine Quote von 15% zu knapp bemessen sei. Diese Bedenken waren umso berechtigter, als gleichzeitig auf Weisung des Bundesrates grundsätzlich beschlossen wurde, den Saldo des den Finanzgläubigern reservierten sogenannten Kontos B definitiv auf das Konto A der Warengläubiger zu übertragen.

Die Entwicklung des Clearingverkehrs seit dem Abschluss des neuen Abkommens war zuerst trotz des Kriegseintrittes von Italien verhältnismässig befriedigend, indem das Clearingvolumen dank den starken Preissteigerungen wertmässig noch auf einem hohen Niveau verblieb. Ab Oktober 1941 verschlechterte sich jedoch die Situation zusehends. Die Einzahlungsziffern fielen konstant niedriger aus; auch für die nächsten Monate ist mit einer weiteren Abnahme zu rechnen. Dazu kommt der Umstand, dass italienischerseits die Tendenz besteht, gewisse Warenlieferungen

8. *Sur la dévaluation décidée le 26 septembre 1936 par le Conseil fédéral, cf. DDS, vol. 11, N° 297 et annexes.*

9. *Pour le texte du discours prononcé le 13 septembre 1941 à Lugano lors de la 28<sup>e</sup> Assemblée générale ordinaire de l'ASB par Pilet-Golaz, cf. E 2001 (D) 2/265.*

aus dem Gesamtclearing herauszunehmen und dem sogenannten Spezialkonto I für Eisenbahnfrachten zuzuteilen; durch diese Aussonderung werden die Einzahlungen auf das gewöhnliche Clearingkonto immer weiter geschmälert, was ernste Störungen im gesamten Zahlungsverkehr nach sich ziehen könnte. Es ist jedenfalls sehr zu befürchten, dass die den Finanzgläubigern reservierte 15%ige Quote zur Aufrechterhaltung der Transferierung von 100% der finanziellen Erträge nicht mehr ausreichen wird.

Die logische Folge dieser Entwicklung wäre eigentlich, dass die zu Lasten der Finanzgläubiger im Jahre 1940 vorgenommene Quotenkürzung rückgängig gemacht werden sollte und dass diesen wieder wie früher 20% des Clearingvolumens reserviert werden, damit deren berechnete Ansprüche nach wie vor befriedigt werden können. Nach unseren Informationen ist aber von einer solchen Wiederherstellung des früheren Zustandes bisher nicht die Rede; umso weniger darf aber eine weitere Benachteiligung der Finanzgläubiger in irgendeiner Weise eintreten.

Die Ansicht scheint uns unabweisbar, dass im Falle eines Clearingvertrages alle schweizerischen Forderungen in gerechter Weise miteinander zu behandeln sind. Sollte also die Einfuhrkapazität der Schweiz in einem Falle nicht zur vollen Befriedigung aller schweizerischen Interessen hinreichen, so ist eine angemessene, allen Umständen Rechnung tragende Reduktion bei sämtlichen Interessenten vorzunehmen.

Mit besonderem Nachdruck möchten wir hervorheben, dass die vollständige Transferierung der Kapitalerträge für die Erhaltung des Wertes der schweizerischen Auslandsanlagen von ausschlaggebender Bedeutung ist. Nachdem die Interessen der Finanzgläubiger in den verschiedenen Clearingverträgen ständig zurückgesetzt wurden (insbesondere im deutsch-schweizerischen Transferabkommen durch die Beschränkung der Transferierung der Zinsen auf 2% bzw. der Dividenden auf 1¼% zuzüglich 1/7 der Differenz), würde eine Änderung des bisherigen Systems im italienischen Zahlungsverkehr einen schweren Schlag bedeuten. Es wäre sehr erwünscht, wenn schweizerischerseits eine einheitliche Front gebildet würde, um zu weitgehende italienische Forderungen auf dem einen oder andern Gebiet zurückzuweisen. Die schweizerische Volkswirtschaft bildet eine Gesamtheit und, nachdem die Finanzgläubiger schon auf allen anderen Transferpositionen verhältnismässig schlecht abgeschnitten haben, muss unter allen Umständen vermieden werden, dass Italien ebenfalls in das Lager der nichtzahlungswilligen Schuldner hineingetrieben würde.

Selbstverständlich muss auch seitens der Finanzgläubiger dafür Sorge getragen werden, dass das Gesamtvolumen der auszuzahlenden Erträge möglichst keine Zunahme erfährt. So sollten z. B. der verkappte Transfer von Kapital oder der Erträge von Neuinvestitionen, die nicht durch Verkauf alter Guthaben oder Beteiligungen vorgenommen werden, in Zukunft nicht mehr am Clearing teilnehmen können.

Wir gestatten uns ferner, Ihre Aufmerksamkeit darauf zu lenken, dass eine Reduktion der aus Italien transferierten Dividendenbeträge sich auf die Bewertung der entsprechenden Aktienbeteiligungen in den Bilanzen der betreffenden Finanzgesellschaften ungünstig auswirken würde. Dadurch würden sie zu weiteren Abschreibungen gezwungen, was nicht ohne Einfluss auf die Ausschüttungen an ihre Aktionäre, sowie natürlich auch auf das Kursniveau ihrer Aktien bliebe. Hierdurch würden sie zu Dividendenermässigungen oder sogar zur Dividendenlosigkeit verurteilt, woraus nicht allein den Aktionären, sondern auch den Gemeinden und Kantonen, wie auch dem eidgenössischen Fiskus bedeutende finanzielle Nachteile erwachsen würden. Eine solche Politik lähmt aber auch jede neue Initiative des privaten Kapitals.

Die Schweiz sollte auch rechtzeitig an die Nachkriegszeit denken und dafür sorgen, dass die privatwirtschaftlichen Instrumente, die sie im Lande besitzt, nicht anderen Interessen geopfert werden, sondern dass deren Position im Gegenteil im Hinblick auf deren vollen Einsatz in späteren Jahren gestärkt wird.

Wir wären zu aufrichtigem Danke verpflichtet, wenn nun anlässlich der kommenden Clearingverhandlungen mit Italien auch die Interessen unserer Institute in billiger und gerechter Weise berücksichtigt werden. Wir bitten insbesondere einer allfälligen Verschlechterung des Dividenden- und Zinsentransfers aus Italien entgegenzutreten. Wir erwarten auch gerne, dass schon *in der Phase der Vorbereitung* der kommenden Verhandlungen gleichzeitig mit den übrigen Interessenten auch die Vertreter der Finanzgläubiger insbesondere der Holdinggesellschaften beigezogen werden

628

29 MAI 1942

und dass die der schweizerischen Delegation zu gebenden Direktiven alle auf dem Spiele stehenden Interessen und Forderungen in gerechter Weise umfassen. Zu weiteren Besprechungen und zu jeder eventuell noch gewünschten näheren Auskunft stehen wir gerne zur Verfügung.